Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Poste & communication (France) > « **Caractère discriminatoire** » (Gaël Quirante) : le ministère du travail (...)

« **Caractère discriminatoire** » (Gaël Quirante) : le ministère du travail permet le licenciement d'un responsable syndical de La Poste

samedi 31 mars 2018, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2018).

L'entreprise reprochait au secrétaire du syndicat SUD-PTT dans les Hauts-de-Seine son implication dans une affaire remontant à 2010, lors d'une grève qui avait duré plus de deux mois.

Un préavis de grève avait été déposé par le syndicat majoritaire SUD-PTT 92 pour la journée de lundi, et sera reconduit mardi.

Le ministère du travail a autorisé le licenciement pour faute grave de Gaël Quirante, secrétaire du syndicat SUD-PTT dans les Hauts-de-Seine. La Poste a confirmé, lundi 26 mars, avoir reçu la décision de la direction générale du travail, qui vise M. Quirante.

La Poste lui reprochait son implication dans une affaire remontant à 2010 pour laquelle il avait été condamné pour la séquestration de cadres de l'entreprise, lors d'une grève qui avait duré plus de deux mois.

Dans un communiqué, SUD fait valoir que cette autorisation de licenciement va à l'encontre d'un « avis de l'inspection du travail » et des conclusions de la « contre-enquête » réalisée par la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) préalablement à la décision du ministère. Tous deux établissaient « un lien » entre la demande de licenciement et « les mandats exercés » par M. Quirante et se prononçaient contre son renvoi.

« A aucun moment la décision de la ministre ne revient sur le caractère discriminatoire », a pour sa part déclaré Gaël Quirante, pour qui cette décision « politique » est destinée à « bâillonner une partie du personnel ».

Manifestation aux abords du ministère du travail

En début de soirée lundi, plus d'une centaine de personnes, brandissant des drapeaux de SUD-PTT ou Attac, se sont rassemblées aux abords du ministère du travail pour protester contre cette décision. Parmi eux, Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a dénoncé « une décision particulièrement injuste et lourde de sens pour tout salarié qui demain sera appelé à lutter, à résister, à faire grève ou tout simplement à l'ouvrir ».

Quant au leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, il s'en est pris au micro à la ministre du travail, Muriel Pénicaud, qui « dans cette circonstance est à l'image de la violence de classe

qu'elle incarne », et a dénoncé « une vision des rapports de classe qui est entièrement basée sur la violence et la répression ».

Préavis de grève

Un préavis de grève avait été déposé par le syndicat majoritaire SUD-PTT 92 pour la journée de lundi, et sera reconduit mardi. Un rassemblement de soutien avait déjà réuni dans la matinée 50 à 60 manifestants devant la direction départementale de La Poste à Nanterre, selon la police, 150 selon SUD-PTT.

En 2010, l'inspection du travail avait refusé une première fois le licenciement de M. Quirante. Une décision confirmée par le ministre du travail de l'époque, Xavier Bertrand, à la suite d'un premier recours de La Poste, et par le tribunal administratif. Mais en 2013, la cour administrative d'appel de Versailles a annulé ces décisions, renvoyant la procédure au point de départ.

Les représentants du personnel sont des salariés protégés dont le licenciement est soumis à autorisation de l'inspection du travail. L'employeur, s'il est en désaccord avec cette décision, peut ensuite la contester auprès du ministre du travail.

AFP, 26 mars 2018